

CP du 23 décembre 2022

Entretien avec le Président Emmanuel Macron le 23 décembre 2022

Un groupe de pédiatres et soignants dont plusieurs membres du collectif pédiatrique a été reçu ce jour à l'Élysée durant une heure trente par le Président Emmanuel Macron en présence du ministre de la santé Dr François Braun, Adrien Taquet co-responsable des assises de pédiatrie, Mme Katia Julienne conseillère santé, M. Pierre-André Imbert secrétaire général adjoint.

Présents et signataires du CP :

Pr Christèle Gras Leguen, pédiatre, co-responsable des assises de pédiatrie, présidente de la SFP

Pr Rémi Salomon, chef de service de néphrologie pédiatrique à Necker (APHP), président de la CME de l'APHP et de la conférence des présidents de CME de CHU

Pr Isabelle Desguerres, chef de service de neuropédiatrie à Necker, membre du CIH pédiatrie

Marion Sinet, puéricultrice infirmière en réanimation à Trousseau (APHP), membre du CIH pédiatrie

Dr Etienne Javouhey, réanimateur Pédiatre, Hospices civils de Lyon

Dr Pascal Leroux, pédiatre, CHG du Havre, membre du CIH pédiatrie

Dr Fabienne Kochert, pédiatre libéral Orléans ex présidente de l'AFPA

Dr Jérôme Valleteau de Mouillac, pédiatre libéral à Paris.

Dans un premier temps, nous avons pu chacun à notre tour décrire la situation critique actuelle de la pédiatrie, acutisée en période épidémique mais reflète de la situation chronique dramatique de la santé de l'enfant et pointer les différents sujets d'inquiétudes :

- Manque cruel de soignants et de pédiatres à l'hôpital mais également manque de pédiatres et de médecins généralistes en ville. Le manque porte davantage sur les infirmiers en CHU et davantage sur les médecins en CHG.
- Epuisement du personnel soignant et des pédiatres pour assurer la permanence des soins et répondre en cas de crise.
- Manque de lits d'aval du fait du manque de personnel infirmier, surcharge des urgences, dégradation des soins et de la prévention.
- Défaut de reconnaissance des soins de l'enfant, de sa vulnérabilité, de ses spécificités et de ses besoins : permanence des soins, néonatalogie, réanimation, maladies rares et chroniques, chirurgie pédiatrique, pédopsychiatrie, nécessité d'un temps long pour les consultations en ville.
- Elaboration de ratios soignants/ soignés dont l'absence est un des éléments principaux de la pénibilité et du sentiment, que tout le monde exprime, d'une perte de sens du métier.
- Défaut de formation initiale en pédiatrie pour les soignants et absence d'encouragement à poursuivre une spécialisation (puéricultrice, expertise de soins complexes, infirmières en pratique avancées) et développer de nouveaux métiers.
- Hémorragie qui se poursuit des soignants (infirmières, puéricultrices, aides-soignants, kinésithérapeute, psychologue, etc...) et des pédiatres avec un effectif déjà insuffisant, risque

majeur de voir des équipes entières s'effondrer en CHG et d'avoir de plus en plus de difficultés à ré-ouvrir des lits.

Nous avons essentiellement parlé de la pédiatrie, mais nous avons précisé que la situation était également très critique dans les autres disciplines pour les mêmes raisons, avec les mêmes risques à court et plus long terme. Nous avons également insisté sur l'enjeu essentiel de la formation de l'ensemble des professions de santé avec une analyse des besoins par filières et par territoire.

Nous avons tous exprimé le souhait que les assises de la santé de l'enfant soient l'occasion d'élaborer collectivement des réformes en profondeur, mais au regard de la gravité de la situation actuelle, nous attendons également du Président de la République, dès maintenant, une parole forte et l'annonce de mesures qui seront de nature à donner aux soignants qui expriment aujourd'hui un sentiment d'abandon, l'espoir d'une amélioration prochaine des conditions d'exercice et d'une revalorisation significative de la permanence des soins.

Le Président a eu une écoute attentive à nos prises de paroles et nos propositions.

Le Président a reconnu-la gravité de la situation actuelle, la nécessité de mesures concrètes et rapides. Il a montré sa volonté de s'impliquer personnellement en nous recevant aujourd'hui. Le Président a reconnu que les mesures prises du Ségur dont l'effet dilué n'est pas perçu au niveau hospitalier, étaient insuffisantes vue la situation critique de l'hôpital publique et des soins de l'enfant et qu'un plan sur plusieurs années était nécessaire.

Il a abordé plusieurs pistes :

- 1) Proposer des mesures immédiates pour l'hôpital public qui seront annoncées dès le mois de Janvier avec comme objectif de garder les soignants et augmenter l'attractivité avec quelques pistes : la notion de seuil critique pour les effectifs soignants, de « modification » de la tarification à l'activité (T2A) qui valorise mieux la pédiatrie, redonner aux services leur autonomie et sortir du carcan des superstructures et des procédures.
- 2) Prendre des mesures plus larges et étalées avec les assises de la santé de l'enfant auxquelles nous sommes tous encouragés à participer (soins et prévention, soins critiques et hospitaliers, enseignement, recherche, maillage territorial et le lien ville -hôpital)
- 3) Valoriser les initiatives locales en simplifiant les procédés (en s'appuyant sur les CNR)
- 4) Inverser le raisonnement de l'offre et de la demande qui a court actuellement qui et conduit aux déserts médicaux et à une diminution de l'offres de soins et de lits d'hospitalisation.

Nous saluons le fait que la santé de l'enfant soit enfin reconnue comme un sujet crucial et nous espérons que les pistes évoquées se concrétiseront rapidement en prenant compte de la situation d'urgence et des soins dégradés des enfants.